

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1867

Buchbesprechung: Die Banken und ihre Schweiz : Perspektiven einer Krise [Peter Hablützel]

Autor: Delley, Jean-Daniel

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ces trop grandes banques qui menacent l'économie helvétique

Un livre de Peter Hablützel raconte l'essor sans contrôle du secteur financier et la faiblesse coupable des autorités jusqu'à la crise d'aujourd'hui

Jean-Daniel Delley (25 avril 2010)

A l'occasion de son 90^e anniversaire, *La Vie économique* a récemment présenté un tableau de l'économie suisse et des raisons de son succès (DP 1866). Un tableau qui passe sous silence les dangers que représente pour cette économie la croissance rapide de ses grandes banques. Pour compléter le tableau et en particulier pour prendre connaissance de ses inquiétantes zones d'ombre, il faut lire l'ouvrage de Peter Hablützel, ancien collaborateur personnel du conseiller fédéral Willi Ritschard puis directeur de l'Office fédéral du personnel (*Die Banken und ihre Schweiz. Perspektiven einer Krise*, Conzett Verlag, Zurich).

Historien de formation, Peter Hablützel rappelle que la Suisse a toujours connu un fort lien de dépendance avec l'étranger et a tiré profit de la globalisation. Du commerce à travers les cols alpins au développement rapide du tourisme, de l'industrie et des entreprises de commerce international, la Suisse s'est enrichie de ses contacts avec l'étranger et non de la seule culture de son sol.

La place financière ne prend vraiment une importance internationale qu'à la fin des années 60. Depuis, l'expansion de leurs activités à l'étranger a permis aux grandes banques de bénéficier d'une croissance exponentielle. Par ailleurs la stabilité du franc suisse, du contexte politique et social, et

le secret bancaire ont fait de la Suisse un refuge attractif pour les capitaux, en particulier l'argent soustrait au fisc et celui des blanchisseurs de toutes nationalités.

Jusque dans les années 80, la place financière et l'industrie entretiennent des liens étroits. Les banques financent les investissements et les exportations des entreprises, leurs dirigeants siègent dans les conseils d'administration des firmes les plus importantes et pilotent parfois les restructurations qu'implique la modernisation du tissu industriel. Ce réseau de personnalités gère l'économie à l'abri d'accords cartellaires tout en privilégiant les investissements productifs à long terme. Conscient de son influence sur la société, ce réseau n'a pas besoin de mettre publiquement en question le pouvoir politique.

L'éclatement de la bulle immobilière – les banques perdent alors plus de 50 milliards de francs – et l'interdiction de l'accord cartellaire en 1990 vont accélérer la concentration dans la branche. En 1950, le bilan des grandes banques ne représente que le quart du bilan cumulé de tous les établissements bancaires du pays. Aujourd'hui les deux grandes – UBS et Credit Suisse – génèrent à elles seules 90% de ce bilan cumulé, soit huit fois le produit intérieur brut du pays, un record mondial.

La libéralisation du commerce des devises et du marché des capitaux va donner une impulsion décisive à l'internationalisation des deux grandes. La perspective financière prend le pas sur le souci industriel; les bénéfices rapides relèguent les objectifs de croissance durable de la place industrielle et de création d'emplois. Pire, l'industrie elle-même se convertit au court terme, à savoir à la maximisation du cours boursier.

C'est alors que s'impose «*l'industrie financière*», une branche qui ne s'inscrit plus dans le registre du service à l'économie réelle mais qui poursuit ses propres buts de croissance en cherchant les investissements les plus rentables rapidement. L'argent des déposants sert de levier à des opérations de spéculation hautement profitables.

Les grandes banques se désintéressent de l'économie nationale pour jouer dans la cour des grands de la planète. La banque d'investissement devient le fleuron du secteur financier, les banquiers se distancient du terreau national et n'hésitent pas à houspiller les politiques – *Livre Blanc* et autres leçons de bonne gestion adressées aux pouvoirs publics. A une motion du socialiste bernois Rudolf Strahm demandant une augmentation des fonds propres des grandes banques, le Conseil fédéral répond que les prescriptions en vigueur sont suffisantes!

Il a donc fallu que les activités sciemment délictueuses de la direction d'UBS conduisent l'établissement au bord du gouffre pour que le monde politique se réveille. Un monde politique qui a failli dans sa tâche de surveillance. En 2004 encore la Commission fédérale des banques approuve le modèle de risque présenté par UBS, malgré les réticences de la Banque nationale. La servilité des autorités, fascinées par le succès de ces voltigeurs de la finance et aveuglement soucieuses de la compétitivité de la place financière helvétique a conduit à la violation et du libéralisme – aide publique massive à UBS –

et de l'Etat de droit – livraison d'une liste de clients aux Etats-Unis pour éviter à cette même UBS des poursuites pénales.

La leçon a-t-elle été comprise? On peut en douter. Les autorités n'ont pas saisi l'occasion du sauvetage d'UBS pour imposer à cette dernière des conditions strictes en matière de bonus et de fonds propres. Et les tergiversations actuelles – voir le parti libéral-radical empêtré dans son concept édenté d'argent propre – ne laissent pas présager une régulation publique efficace. Quant aux banques, elles ne rêvent qu'à un retour au courant normal des affaires. Le

patron d'UBS n'a-t-il pas évoqué un taux de rendement des fonds propres si élevé qu'il ne paraît pas atteignable sans se prêter à nouveau au grand jeu du casino.

Peter Hablützel compte plus sur les règles que s'apprentent à édicter les autres Etats et les organisations internationales et que la Suisse ne pourra ignorer. Mais notre pays, au vu de l'importance disproportionnée de son secteur financier, se devra d'être plus sévère encore. Et c'est alors que l'argument de notre compétitivité ressurgira...

Le parti socialiste suisse vise juste mais court

Le projet de programme du PSS n'enchanté guère les militants. Mais il pourrait motiver les membres d'un parti d'élus et de gestionnaires

Yvette Jaggi (20 avril 2010)

En 1980, Rudolf Strahm, alors secrétaire central du parti socialiste suisse et futur conseiller national, publiait à la demande de la direction du PSS une «*lettre utopique*». Postdatée du 2 janvier 2010, elle décrivait l'état de la social-démocratie helvétique une longue génération après la mise en œuvre progressive de la «*conception économique du socialisme fondée sur l'autogestion et la planification générale décentralisée*». Bel exercice de simulation, destiné à nourrir le débat en vue du programme finalement adopté en novembre 1982 au Congrès de Lugano et théoriquement toujours en vigueur.

Rudolf Strahm saluait la démocratisation de l'économie, notamment par l'essor des coopératives d'habitation et par l'accroissement du pouvoir des actionnaires comme des consommateurs. Il se plaisait à constater le développement de fonds de placement et de pensions éthiques ainsi que la multiplication des entreprises sociales dans le secteur tertiaire, en particulier dans les services aux personnes et aux entreprises. Certes, la part démocratisée de l'économie ne se laissait pas exactement évaluer mais devait représenter une proportion non négligeable du produit intérieur brut.

Aujourd'hui, le même Rudolf

Strahm, qui aura terminé sa carrière comme Monsieur Prix, prend toujours volontiers la plume (*Tages-Anzeiger* du 13.4). Dans sa langue habituelle, acérée et un peu désabusée, il parle du projet de septième programme du PSS, qui préconise la démocratisation de l'économie sans plus parler de cogestion, comme d'un texte plein de nostalgie. Ce terme, tout comme le qualificatif de passiste, revient dans moult commentaires et commentaires de commentaires parus depuis le 7 avril, jour de sortie du projet rédigé par Hans Jürg Fehr, ancien président du parti, dont on se demande s'il a vraiment été lu (réponse de